

Les Ecrits politiques de Max Weber: esquisse d'une lecture sociologique*

François Chazel

The author argues that Max Weber in his Politische Schriften (from 1906 to 1919) is using a sociological approach to the prevailing problems of Russia and Germany, grounded on categories of his political sociology. Weber's in-depth analysis of the Russian Revolution of 1905 and of its outcome brilliantly illustrates this approach. In the first of his memoirs, overviewing Russian society as a whole, he highlights the multiple impediments to a success of bourgeois democracy in Russia; in the second one, he points out the political factors, as symbolized by "pseudo-constitutionalism", that caused the failure of the liberal Revolution. In his "Parliament and Government in a reorganized Germany", Weber rests on the analysis of bureaucracy in his first "sociology of domination", pointing out that bureaucracy is unavoidable in modern society as well as it threatens to be overpowering. It is therefore required, in Weber's view, to build institutions assuming a counterpoising function: he first conferred this role on a strong parliament, on the model of the English Parliament. Then, after the fall of the Wilhelminian Empire, he emphasized the plebiscitary power of a Reichspräsident. As a whole, Weber's analyses bring out the dilemma between oligarchy and democracy but also the subtle relations linking them in the context of political modernity. Oligarchy is a threat to democracy because bureaucracy's power can, if not checked, extend into the political field and because political parties are more and more oligarchic organizations. Large-scale socialism can only worsen the situation and lead to "bureaucracy's dictatorship". Therefore, Weber argues for the setting up of counterweights on the societal level. There is a way out of Michels' dilemma in the national competition between bureaucratized parties. Weber is faced again with an authoritarian danger when he emphasizes in his last political writings the plebiscitary-caesaristic component of leadership. Yet, charisma shows a new face, when the leader relies on the trust of the masses: it is "reinterpreted in an anti-authoritarian way". Thus, in Weber's view, charisma can adjust itself to the modern context of mass democracy.

Le présent article cherche à mettre en évidence les dimensions proprement sociologiques des *Ecrits politiques* et ainsi à démontrer l'intérêt d'une lecture adoptant une telle perspective.

Certes, il ne s'agit pas de nier qu'ils sont liés aux « circonstances », aux « évènements » et aux « problèmes » d'une période difficile et mouvementée (1906-1919)¹ pour l'Allemagne en premier lieu mais aussi pour la Russie à

* Le présent article tire parti de textes antérieurs parus respectivement dans la *Revue française de sociologie* (2005) et un ouvrage collectif dirigé par H. Bruhns et P. Duran (2009). Mais il en com-

l'évolution de laquelle Weber a été particulièrement attentif. Mais il serait, à notre sens, tout à fait excessif de ne leur accorder que le statut d'écrits de circonstance, comme la rigueur de Weber, témoignant d'un haut degré d'exigence intellectuelle, pourrait nous inciter à le croire. Ainsi il paraît difficile de le suivre lorsqu'il invite ses lecteurs à ne considérer ses substantielles analyses de la Révolution russe de 1905 que comme des *chronikartige Notizen* (I/10, p. 87). Et, si l'on peut comprendre, compte tenu du caractère engagé de *Parlament und Regierung im neugeordneten Deutschland*, ses réserves à l'égard du sous-titre proposé par l'éditeur, « Soziologie des Beamtentums und Parteiwesens », on peut regretter que celui-ci n'ait pas été conservé, dans la mesure où il aurait fait ressortir un trait caractéristique de la démarche webérienne.

Peut-être vaut-il la peine de faire une incursion dans la sociologie des religions de Weber pour relever la sévérité avec laquelle il juge ses études partielles : ainsi il qualifie d'« essai de circonstance » un texte aussi important que « Les sectes protestantes », qui non seulement vise à « clarifier la notion de secte » mais propose également une conception de la « confirmation (*Bewährung*) » complétant celle qui est défendue dans *L'Éthique protestante*.² Un tel jugement ne serait, selon toute vraisemblance, guère partagé par les interprètes contemporains de son œuvre ; et il nous semble que, d'une façon analogue, les plus élaborés des textes politiques valent mieux que ce genre d'appréciation réductrice, ne serait-ce que par l'ambition du propos. Weber s'y pose en effet des questions d'une grande portée, telles que les chances de succès de « la démocratie bourgeoise » lors de la Révolution russe de 1905, la démocratisation politique en Allemagne avec le « droit de vote égal », les pouvoirs du Parlement dans la nouvelle organisation de l'Allemagne ou encore, dans une sorte de réponse à Marx, les risques inhérents au socialisme.

La richesse de ces textes a d'ailleurs une autre conséquence : ils peuvent donner lieu à une pluralité de lectures, prenant appui sur des disciplines différentes. Nous n'entendons pas en effet plaider pour je ne sais quel impérialisme sociologique, que l'œuvre même de Weber invite à transcender. Un premier

bine autrement les éléments, ajoute de nouveaux développements et esquisse, dans sa partie finale, une vision d'ensemble.

¹ Nous avons en effet laissé de côté les textes concernant la période précédente (trois au total, si l'on se réfère à la troisième édition [1971] des *Gesammelte politische Schriften* sous la responsabilité de Johannes Winckelmann). Certains regretteront peut-être la mise à l'écart de la Leçon inaugurale de 1895 à Fribourg mais sa seule date, bien antérieure à la « réorientation » sociologique de Weber, suffit à expliquer qu'elle ne relevait pas ici de notre examen.

² C'est dans l'ultime note de *L'Éthique protestante* que Weber formule ce jugement, tout en admettant que ce texte était « destiné à clarifier la notion de 'secte' », ce qui est loin d'être un point mineur.

angle d'attaque, auquel Wolfgang J. Mommsen (1974[1959] ; trad.fr., 1985) a conféré ses lettres de noblesse, consiste à les aborder en mettant l'accent sur leur spécificité politique ; un tel cadre d'analyse permet de rendre justice à la virtuosité avec laquelle Weber traite de l'aspect proprement technique des problèmes, que ce soit en matière de droit constitutionnel ou de législation électorale. Un second mode de lecture, qui se trouve parfois associé au premier, comme dans certaines parties de l'œuvre de Mommsen, relève fondamentalement de la philosophie politique et conduit à adopter un point de vue foncièrement normatif, c'est sans doute l'approche la plus courante, même si elle est mise en œuvre avec plus ou moins d'acuité.

Ce n'est pas pourtant sur les jugements politiques de Weber que nous voudrions mettre l'accent mais bien plutôt sur les analyses sociologiques qui servent à les étayer et qui constituent la trame de l'argumentation. Dans les plus ambitieux des *Ecrits politiques*, celle-ci est menée – pour une large part – d'un point de vue et selon une *démarche* sociologiques. En même temps Weber cherche à *ancrer* son propos dans des catégories et des propositions centrales de sa sociologie politique. Telle est en tout cas la position dont nous nous efforçons d'établir le bien-fondé.

La Révolution russe de 1905 ou les chances de succès d'une révolution libérale

Max Weber a suivi intensément le déroulement des événements qui se sont alors passés en Russie, car ils étaient, à ses yeux, porteurs d'un enjeu fondamental : l'éventuelle instauration d'une « démocratie bourgeoise ». Il s'est donc efforcé d'établir un diagnostic raisonné sur l'issue de ce processus révolutionnaire pour en venir à la conclusion que son échec était irrémédiable. On ne peut qu'être frappé par le contraste entre la portée des questions que se pose Weber et la modestie de la tâche qui lui était initialement assignée : il devait se borner à compléter une brève présentation par S. J. Giwago du projet de constitution élaboré par l'Union de Libération. Or, en lieu et place d'un court commentaire, Weber nous livre deux longs mémoires, « Zur Lage der bürgerlichen Demokratie in Russland » et « Russlands Übergang zum Scheinkonstitutionalismus », qui témoignent de l'attention passionnée qu'il portait à la situation russe ainsi que des raisons profondes de son intérêt³.

³ Ces deux textes, initialement parus comme suppléments (*Beilage*) aux volumes 22-1 et 23-1 de l'*Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik* en 1906, ont fourni la matière d'un volume entier (I/10) de la *Max Weber Gesamtausgabe*. Sergei J. Giwago est un Russe de formation juridique qui a eu l'occasion de rencontrer Weber lors d'un semestre d'études à Heidelberg en 1905-1906 ; son texte de présentation est repris dans ce volume (p. 81-85).

Pour formuler son diagnostic, Weber adopte une démarche sociologiquement ambitieuse, qui consiste à dresser dans le premier article un *tableau d'ensemble de la société* russe puis à examiner dans le second les *limites de l'ouverture politique*. Weber procède d'abord à une analyse globale de la société, destinée à fonder son jugement sur des bases solides ; et il aboutit déjà, au terme de cet examen, à un pronostic pessimiste sur les chances de succès du mouvement conduit par les libéraux. Les développements proprement politiques qu'il aborde dans une seconde étape ne feront que le conforter dans cette appréciation : ils constituent un facteur aggravant et même décisif dans l'échec final.

Les obstacles à l'instauration de la « démocratie bourgeoise »

L'argumentation de Weber consiste à mettre en évidence l'existence d'une série d'obstacles à la réussite du mouvement conduit par les libéraux. Certes c'est leur formation, l'Union de Libération, qui a constitué le foyer d'opposition fédérateur et ce sont encore eux qui ont formulé les mots d'ordre mobilisateurs, en réclamant le respect des libertés fondamentales et la convocation d'une assemblée élue par vote secret au suffrage *universel, égal et direct*. Ils n'en ont pas moins été confrontés à des difficultés majeures clairement identifiées par Weber, que nous allons rapidement rappeler.

La première tient à la cohésion très relative du mouvement. Celui-ci rassemble en effet deux types foncièrement distincts d'intelligentsia : d'une part « l'intelligentsia bourgeoise », entendue en un sens socioculturel et non prioritairement économique, qui a porté le « mouvement des *zemtsvos* » et « l'intelligentsia orientée vers le prolétariat » (*proletaröide Intelligenz*), constituée par les employés des *zemtsvos* – le « Tiers élément »⁴ – et caractérisée par un idéaliste dévouement au « peuple » (MWG, I/10, p. 105-107). L'union de ces deux composantes était donc destinée à s'effriter, compte tenu de la divergence de leurs aspirations.

La seconde, touchant à la question des soutiens et des alliances, est encore plus cruciale. Comme Weber l'a bien compris, une révolution n'a guère de chances de succès quand elle n'est pas sous-tendue par une *coalition* réunissant une pluralité de groupes sociaux : les libéraux ne pouvaient réussir sans un fort appui populaire, de la part des masses paysannes ou des ouvriers dont le nombre était en forte augmentation sous l'effet de la politique d'industrialisation engagée par Witte. Or l'on ne pouvait guère s'attendre à un soutien

⁴ Le « Tiers élément » est une appellation récente qui sert précisément à distinguer les employés rémunérés des *zemtsvos* des membres de l'administration gouvernementale et des représentants élus.

durable des uns ou des autres pour un programme politique d'orientation libérale et démocratique. Les paysans, pour leur part, étaient en quelque sorte englués dans le court terme, soumis à l'urgente pression de leurs « besoins économiques les plus élémentaires » ; et leur soif de terres (*Landhunger*) commandait de façon quasi obsessionnelle l'ensemble de leurs conduites. Le sort du paysan russe avait pour Weber quelque chose de pathétique : il était destiné à poursuivre « son chemin de croix dans le tourment et la colère » (MWG, I/10, p. 543-544) jusqu'au triomphe des formes modernes d'agriculture sur les dernières survivances du communisme archaïque.

Quant aux ouvriers, ils étaient sans doute plus ouverts à la modernité ; et leurs préoccupations étaient prises en compte dans le programme des libéraux. Ils s'étaient pourtant éloignés de ceux-ci sous l'emprise du parti social-démocrate et des modes de penser qu'il cherchait à inculquer. Tel était le résultat du dénigrement systématique des organisations libérales pratiqué conjointement, en dépit de leur conflit ouvert, par l'aile orthodoxe et par l'aile léniniste du parti. L'une et l'autre porteraient à cet égard, selon Weber, une lourde responsabilité. Son caractère de « secte » interdisait à l'aile orthodoxe toute perspective d'alliance sincère avec les forces démocrates (MWG, I/10, p. 171-172) ; dans un passage frappant, qui vise probablement tout autant la social-démocratie allemande, Weber dénonce ses certitudes illusoires quant à son succès futur qui la détourneraient des actions politiquement efficaces. L'aile léniniste, de son côté, était animée d'un « esprit putschiste » qui s'est notamment exprimé par le soulèvement armé de Moscou en décembre 1905, lors de la troisième grève générale, aux conséquences politiquement désastreuses.

Les orientations idéologiques venaient ainsi renforcer la divergence des intérêts respectifs pour rendre improbable la formation d'une réelle coalition des forces bourgeoises avec les couches populaires. Le regard est ainsi attiré sur une troisième source de difficultés, touchant aux facteurs culturels : considérées globalement, les traditions intellectuelles et religieuses de la Russie n'étaient guère de nature à favoriser le succès des libéraux. Sur le plan religieux, l'imbrication de l'Etat et de l'Eglise orthodoxe, conforme au modèle césaro-papiste, ne permettait pas à celle-ci de se constituer en recours défendant les droits de l'homme contre l'autocratie et sa police ; la Russie offrait de ce fait un saisissant contraste avec l'Occident, dans la mesure où l'individualisme politique y était privé de tout soubassement religieux (MWG, I/10, p. 164 sq.). Par ailleurs, le mouvement populiste avait laissé une empreinte profonde : son influence ne s'exerçait pas seulement sur les sociaux-révolutionnaires mais atteignait l'ensemble de l'intelligentsia, à travers un climat d'opinion propice à la diffusion d'un « radicalisme romantique » et privilégiant les considérations purement éthiques. Il y a pourtant, dans le tableau que dresse Weber, un aspect qui va dans un autre sens, à savoir « l'idéalisme politique et

socio-politique » des libéraux des *zemtsvos* ; mais il nous invite à en relativiser la portée, en soulignant que, lors de la Révolution de 1905, l'heure de la *gentry* idéologique était [déjà] passée ».

Enfin Weber nous invite à nous garder d'une vision simpliste des effets à attendre du développement économique ; le propos a une portée générale mais il garde toute sa pertinence pour la Russie de 1905, qui était en train de vivre une phase d'« importation du capitalisme avancé ». Weber s'en prend ici, sur le ton le plus ferme, à ce qu'il tient pour une illusion persistante : « Il est parfaitement ridicule d'attribuer à l'actuel capitalisme avancé... une affinité élective avec la 'démocratie' ou la 'liberté' (en *quelque acception que ce soit*) » (MWG, I/10, p. 582). La seule évolution économique est incapable de recréer la constellation singulière et même « unique » de facteurs qui a « permis historiquement la genèse » de la démocratie occidentale. C'est pourquoi, selon Weber, la lutte politique est indispensable ; et elle s'impose encore plus, lorsque, comme dans le cas de la Russie, des opportunités, désormais exceptionnelles, s'offrent aux forces libérales et démocratiques.

Ce n'est pas, nous semble-t-il, un hasard si Weber développe ces considérations à la fin de son premier article sur la Russie : elles vont en effet au-delà de la stricte analyse et confèrent au propos une tonalité philosophique qu'il serait vain de nier. En même temps elles n'acquièrent toute leur portée que sur la base d'un constat clairement – et sociologiquement – établi : ce qui est en jeu dans la Révolution de 1905, c'est le succès ou l'échec d'une révolution libérale. Le second article permet de comprendre pourquoi et comment le succès, déjà improbable, du processus révolutionnaire est devenu impossible avec le basculement du pouvoir tsariste dans le « pseudo-constitutionnalisme » sur lequel nous allons revenir. Le diagnostic final de Weber est en tout cas sans ambiguïté : pour l'observateur des événements qu'il était, la Révolution de 1905 était en train de prendre fin avec la défaite des libéraux ; c'est la raison pour laquelle on peut y voir une révolution libérale manquée.

Les facteurs politiques de l'échec de la Révolution

Il ne nous est pas possible ici de suivre le cheminement patient de Weber qui, dans son second article, conduit le lecteur du Manifeste d'octobre 1905 et de la nomination de Witte comme Premier Ministre à la dissolution de la première Douma en juillet 1906. Nous ne nous attarderons pas non plus sur l'art consommé – ce trait marquant des *Ecrits politiques* – avec lequel il dissèque les projets constitutionnels et les lois électorales. Nous bornerons notre examen au cœur de l'argument wébérien, de manière à en dégager la portée mais aussi à le discuter.

Comme l'annonce le titre même de l'article, Weber s'emploie à y démontrer l'instauration en Russie de ce qu'il appelle le « pseudo-constitutionnalisme ».

Certes, le tsar Nicolas II, confronté à la première grève générale, dut faire d'importantes concessions : le Manifeste du 17 octobre prévoyait que la future Douma serait élue par un corps élargi et disposerait d'un réel pouvoir en matière législative. Mais ces promesses ne furent pas tenues et les principales mesures prises entre février et avril 1906 marquèrent un net recul. Selon les « Lois fondamentales », le tsar restait un souverain « autocratique », même si son pouvoir n'était plus qualifié d'« illimité ». Chef de l'exécutif, il s'appuyait sur des ministres ne dépendant que de lui seul ; il partageait en outre l'initiative des lois avec les deux Chambres, sauf dans le domaine constitutionnel où il l'exerçait seul ; enfin, c'est à lui que revenait le droit de convoquer la Douma comme, éventuellement, de la dissoudre. De telles dispositions, à l'analyse méticuleuse desquelles Weber procède dans la quatrième partie du texte, « *Die Konstitution* » (MWG, I/10, p. 414-444), ne représentent que « la codification expresse [du] pseudo-constitutionnalisme : elles ne font que « codifier la caricature [du] constitutionnalisme ».

On a parfois voulu voir dans cette référence au pseudo-constitutionnalisme une transposition hâtive ou abusive de traits propres au cas allemand et plus spécifiquement prussien à la situation russe. Mais une telle appréciation laisse échapper ce qui fait l'originalité de la Révolution de 1905. Analysée selon un schéma comparatif tiré de l'histoire de l'Occident, elle présente en fait, comme l'a magistralement montré Martin Malia (1980), deux faces. Si, du point de vue du mouvement, elle s'est déroulée selon un schéma « français », elle a comporté, du côté du gouvernement, la recherche d'une solution « à la prussienne ». La notion de pseudo-constitutionnalisme n'est donc pas plaquée sur une réalité d'un autre ordre, elle permet au contraire à Weber d'éclairer, à partir d'un cadre comparatif, une dimension centrale des processus observables en Russie. Weber ne se fait pas simplement l'écho de débats spécifiquement allemands dans lesquels les libéraux critiquaient sous le nom de pseudo-constitutionnalisme la forme de gouvernement établie sous l'hégémonie de la Prusse, il recourt à une notion familière au lecteur allemand pour faire ressortir une caractéristique commune au régime politique prussien et à celui qui était en train de s'établir en Russie.

Weber ne s'en tient pas à ce seul constat mais pose la question, centrale d'un point de vue sociologique, de savoir quels sont les bénéficiaires d'un tel pseudo-constitutionnalisme. A première vue, ce devrait être le tsar qui, derrière le masque d'un prétendu constitutionnalisme, préservait, pour l'essentiel, son pouvoir autocratique. Mais il ne faut pas, selon Weber, se laisser prendre à cette apparence. L'autocrate est tel un joueur de quilles qui, à tout moment, peut les renverser toutes mais doit ensuite assumer la peine de les relever (MWG, I/10, p. 406). En réalité, un souverain de ce type est de plus en plus inadapté aux exigences modernes de la vie de l'Etat. Pour étayer son

argument, Weber procède à une distinction fondamentale entre le *kingdom of prerogative* et le *kingdom of influence*. Dans le premier cas, correspondant aux cas prussien et russe, le souverain attaché à ses prérogatives est condamné à n'être qu'un dilettante impuissant par rapport à son administration et ses experts dont il dépend pour son information ; dans le second, représenté par la monarchie constitutionnelle anglaise, la modestie acceptée de la position formelle n'empêche nullement le souverain d'exercer une influence bénéfique à son pays (MWG, I/10, p. 408-409). Ainsi à la vanité de l'un répondrait la discrète efficacité de l'autre.

En définitive, il n'existe qu'une force capable de tirer les ficelles derrière le voile protecteur du pseudo-constitutionnalisme, à savoir la bureaucratie : elle seule peut, dans un cadre autocratique, fournir les *spécialistes qualifiés* qu'exige la rationalisation de l'administration intérieure. Elle a, de surcroît, renforcé son pouvoir grâce aux mesures de consolidation du gouvernement prises pour faire face aux événements. A cet égard, Weber accorde une grande importance à la création du Conseil des ministres en octobre 1905 : elle mit, à ses yeux, un terme à « la division de l'empire en une pluralité de *satrapies* » et consacrait la prépondérance, aux dépens de « la vieille autocratie patriarcale », d'une « bureaucratie modernisée » (MWG, I/10, p. 404-405). Les forces libérales et démocratiques faisaient donc face à un adversaire particulièrement redoutable ; et Weber en tire la conclusion, formulée à l'avant-dernière page de son second mémoire, que « Jamais un combat pour la liberté n'a été mené dans des conditions aussi difficiles que la lutte russe, jamais il ne l'a été avec un tel degré de disponibilité absolue au martyre (MWG, I/10, p. 678).

Il se peut que Weber ait tiré de la simple création du Conseil des Ministres des conséquences excessives et qu'il ait, entre autres pour cette raison, surestimé le pouvoir de la bureaucratie dans la situation russe, comme le lui reproche fermement Richard Pipes (1955). En revanche – et c'est le point essentiel – il a dégagé les enjeux sous-jacents aux événements : c'est bien d'une opportunité d'entrée dans la modernité par le biais d'une révolution libérale qu'il s'agissait en 1905 ; et c'est bien la fermeture progressive de cette opportunité jusqu'à la dissolution de la première Douma que Weber a mise en lumière, avant que le coup d'Etat du 3 juin 1907 ne portât le coup de grâce aux espoirs des libéraux⁵. Les deux mémoires de Weber permettent ainsi au lecteur contemporain de se débarrasser de la vision convenue, typique de l'illusion rétrospective, selon laquelle la Révolution de 1905 ne serait qu'un prélude à celle d'octobre

⁵ Ce coup d'Etat a consisté à la fois à dissoudre la seconde Douma et à modifier profondément le corps électoral dans un sens favorable aux grands propriétaires fonciers et aux Russes. On peut donc dire avec Terence Emmons que « le 3 juin marque la fin effective de la Révolution de 1905 » (1983, p. 372).

1917. Ils offrent aussi, souvent *a contrario*, un éclairage sur les conditions et les composantes des révolutions libérales qui ont joué un rôle crucial dans le passage à la modernité. Enfin ils traitent d'une question majeure, celle du poids de la bureaucratie, que Weber n'a pas introduite arbitrairement : les efforts de reprise en main de la part du gouvernement évoquaient trop fortement la recherche d'une solution « à la prussienne » pour qu'elle ne fût pas clairement abordée. Weber souligne l'incompatibilité radicale entre tout ce qui s'apparente à une « révolution par le haut » et une voie authentiquement libérale. Ainsi se trouve déjà posé, sur un mode implicite, l'un des problèmes cruciaux des *Ecrits politiques*, à savoir le *contrôle* du pouvoir d'une bureaucratie centralisée.

Les enjeux et les impératifs de la modernité dans la réorganisation politique de l'Allemagne

Quelques remarques nous paraissent s'imposer ici sur l'article « Droit de vote et démocratie en Allemagne » publié à la fin de 1917. Comme le note Weber lui-même, il est étroitement tributaire des circonstances : « le problème...de la démocratie [n'y est] traité qu'en fonction de la façon dont il se pose en ce moment chez nous » (O.P., p. 251)⁶. L'ardent plaidoyer de Weber en faveur du droit de vote « égal » ne prend en effet tout son sens que rapporté à la promesse de Guillaume II de supprimer le droit de vote prussien à trois classes et aux efforts des conservateurs pour limiter l'ampleur de la réforme. Il y développe pourtant deux thèmes d'une portée plus générale qui sont significatifs pour notre propos. D'abord, dans les conditions modernes, et en particulier en Allemagne, il n'existe plus de « véritable aristocratie » politique : les qualités qu'elle cultive ne peuvent plus éclore sur le terreau de la démocratie de masse (O.P., p. 280-283)⁷. Ensuite la modernité imprime sa marque sur la constitution des groupements : elle privilégie les « groupements rationnels à but déterminé », que ce soit dans la vie économique, sous la forme de groupes « *de gens ayant des intérêts à défendre* » ou dans la vie politique, avec *les partis*. Weber est dès lors à même de dénoncer comme une illusion passéiste l'idée d'une formation « organique », fondée sur des rapports communautaires et tissant des liens

⁶ Nous utiliserons l'abréviation O.P. pour toute référence à la traduction partielle des *Gesammelte politische Schriften* qui a été publiée sous le titre : *Œuvres politiques* (2004).

⁷ Dans sa contribution au volume *Max Webers Herrschaftssoziologie* Pier Paolo Portinaro attire également l'attention sur ce passage (2001, p. 292). On reste cependant surpris par son affirmation selon laquelle la « question centrale » pour Weber portait sur les conditions d'existence d'une aristocratie politique, alors que tout le passage démontre que son temps est désormais révolu.

indéfectibles entre le peuple et le souverain. Et il invite les « littérateurs » qui ignorent tout de la distinction – et de l'opposition – fondamentale entre ces deux types de groupements à « apprendre l'abécédaire sociologique » (O.P., p. 263). La sévère critique des « romantiques de l'encrier » et des « chimères » qu'ils véhiculent se nourrit ainsi d'un argument sociologique, prenant en compte les exigences de la modernité. Ceux qui proposent de créer des corps électoraux sur la base des ordres professionnels « [n'ont] pas encore compris le b-a ba de la vie politique et économique modernes » (O.P., p. 272). « Là où règne le bulletin de vote, [avec] l'élection d'un parlement » (p. 274), s'impose dans la réalité le parti politique, fondé sur « le volontariat juridiquement libre de l'adhésion » (p. 272).

Weber ne pouvait cependant aller au-delà de cet éclairage partiel dans un article où il donne libre cours à sa verve polémique sur un thème, le vote, qui, pour être central, n'en est pas moins spécifique. C'est donc vers « Parlement et gouvernement dans l'Allemagne réorganisée » qu'il faut se tourner pour découvrir la vision d'ensemble que se fait Weber de la « politique de la modernité ». Ce texte est d'abord remarquable par sa longueur : sa traduction représente ainsi plus du tiers des textes proposés au lecteur francophone (O.P., p. 307-455). Mais il se caractérise aussi par un statut original : publié en mai 1918 sous la forme d'un opuscule, il constitue la version aboutie, à la fois « remaniée » et « élargie », d'une série de cinq articles parus dans la *Frankfurter Zeitung* entre avril et juin 1917. Sous l'effet de ces remaniements et approfondissements, il est, comme le signale Weber à son éditeur, « désormais davantage un écrit de controverse au caractère et à la tonalité (*Tonfalls*) académiques »⁸. Il va donc bien au-delà de l'intervention politique ponctuelle dans un débat en cours ; le sous-titre ambitieux, à visée générale, « Contribution à la critique politique du corps des fonctionnaires et du système des partis » en est, à lui seul, un clair indice.

Ce sous-titre fait référence à des acteurs collectifs essentiels, la bureaucratie d'une part, les partis de l'autre ; il suffit d'ajouter que le Parlement est l'arène à l'intérieur de laquelle s'organise et se déploie le système des partis pour tenir les trois personnages centraux dont dépend l'accès à une politique véritablement moderne : leur position respective de pouvoir est, à cet égard, décisive.

Avec ce type de questions, Weber se trouve sur un terrain qui lui est familier et, qui plus est, sociologiquement familier. Cet ancrage sociologique est particulièrement marqué dans la seconde partie de l'opuscule, « Domination des fonctionnaires et *leadership* politique » : Weber y reconnaît d'emblée l'éten-

⁸ Cette appréciation est tirée d'une lettre de Max Weber à la maison d'édition Duncker & Humblot reproduite dans MWG, II/9, p. 744 et suivantes.

due du pouvoir de la bureaucratie « dans un Etat moderne » et en souligne l'ampleur comme les conséquences en s'appuyant sur la section de la première sociologie de la domination relative à la bureaucratie. C'est pourquoi on ne saurait trop recommander de lire à la lumière de la section intitulée « *Bureaukratismus* » (MWG, I/22-4 : *Herrschaft*, p. 157-234) les développements correspondants dans *Parlement et gouvernement* (O.P., p. 323-339). C'est en tout cas de cette pièce essentielle de sa sociologie de la domination que Weber tire ici quelques propositions fondamentales. Nous les rappellerons brièvement, même si elles ont donné lieu à maints commentaires.

1. La bureaucratie étend partout son emprise non seulement dans l'administration publique mais encore dans l'armée de masse et la grande entreprise capitaliste.
2. Cette tendance est aussi à l'œuvre dans le cas des partis politiques, « avec la rationalisation croissante de leur technique de campagne électorale » et le besoin accru de permanents (O.P., p. 331).
3. On peut d'autant moins se soustraire à l'emprise de la bureaucratie qu'elle est intimement liée à la modernité (p. 334).
4. Lorsqu'elle a atteint son plein développement, la bureaucratie rationnelle, reposant sur la formation spécialisée des fonctionnaires, dispose d'un pouvoir « inébranlable » (p. 335)⁹. La persistance au faîte du pouvoir des grandes « bureaucraties patrimoniales », celles de l'Egypte et de la Chine, qui ignoraient pourtant la technique rationnelle, vient à l'appui d'une telle assertion.
5. Il est à redouter que la bureaucratie ne « façonne l'habitable de [la] servitude des temps futurs » et ne réduise ainsi les hommes à une impuissance comparable à celle des fellahs de l'ancienne Egypte, si le principe de la rationalité technique dans l'administration et l'approvisionnement devient l'unique critère de leur action (p. 336).

On doit d'abord se garder d'une méprise sur la signification de cet ensemble de propositions. Il serait naïf d'y lire une sombre prophétie à la Cassandre, alors que Weber vise seulement à mettre en évidence ce qui lui apparaît comme une tendance *lourde* du développement des sociétés modernes, à savoir la bureaucratisation. Certes celle-ci lui apparaît comme irrésistible – ce que l'on pourrait discuter – mais il n'en reste pas moins possible de prévenir, par des mesures appropriées, ses conséquences les plus destructrices sur le plan politique. Pour ce faire, la tâche prioritaire consiste à empêcher la bureaucratie de devenir omnipotente et donc à être en mesure de *contrôler* effectivement son pouvoir.

⁹ Weber souligne fortement ce caractère quasi indestructible (*unzerbrechlich*) d'une bureaucratie pleinement développée dans la section « *Bureaukratismus* » (MWG, I/22-4, p. 208).

Or, pour s'opposer à la toute-puissance de la bureaucratie, il faut un chef politique véritable, dont la vocation est de s'engager sans réserve dans la lutte pour le pouvoir et d'assumer pleinement la *responsabilité*¹⁰ de la décision. Mais, au préalable, un certain nombre de conditions doivent être réunies pour permettre son émergence. Elles ne peuvent l'être pour Weber que dans le cadre du Parlement, plus précisément d'un Parlement rénové. C'est là une solution appropriée à la vie politique moderne, puisque le Parlement est devenu l'arène dans laquelle s'affrontent les partis ; en même temps, en conférant au Parlement des fonctions dirigeantes, elle implique, dans le cas de l'Allemagne, une rupture avec la tradition bismarckienne.

Ce Parlement rénové se voit ainsi accorder un rôle décisif, à condition de prendre en charge trois fonctions essentielles dont Weber précise la nature dans la troisième section de *Parlement et gouvernement*, « Publicité de l'administration et sélection des chefs politiques ».

1. Pour être en mesure de « contrôler efficacement » l'administration publique, le Parlement doit être doté d'un *droit d'enquête* généralisé, même s'il n'y recourt que de façon occasionnelle. Seul un tel droit peut empêcher la bureaucratie de « transformer le savoir de service » en 'secret de service' (O.P., p. 357) et de se prémunir ainsi contre tout contrôle.
2. Un tel Parlement, exerçant un contrôle permanent sur l'administration mais susceptible également de collaborer avec elle, serait appelé à devenir le lieu de sélection (*Auslesestätte*) privilégié des chefs politiques.
3. Ce Parlement est enfin un parlement qui travaille ; et cette caractéristique le rend propre à assumer une troisième et dernière fonction : il constitue le cadre approprié pour la *formation* politique des futurs dirigeants. « Seule », écrit Weber, « cette école de travail intensif sur les réalités de l'administration, par laquelle l'homme politique doit passer dans les commissions d'un puissant Parlement de *travail* et dans laquelle il doit faire ses preuves » (p. 360 ; traduction légèrement modifiée) éduque son jugement et le prépare aux plus hautes responsabilités. C'est en tout cas à cette école et à ses rudes exigences que se sont formés les grands chefs parlementaires anglais.

Comme le signale ce dernier rapprochement, c'est incontestablement l'Angleterre qui représente, aux yeux de Weber, le modèle pertinent de référence politique¹¹. Mais il l'adapte à ses préoccupations et s'engage ainsi dans une direction qui n'est guère conforme aux manières de voir et aux traditions anglaises. Weber en vient en effet, dans la cinquième partie de *Parlement et gou-*

¹⁰ Sur ce thème on se reportera au texte de Patrice Duran dans le volume qu'il a codirigé avec Hinnerk Bruhns, *Max Weber et le politique* (2009, p. 73-105).

¹¹ Gustav Schmidt a eu le mérite d'insister sur ce point dans son ambitieux ouvrage (1964), même si son interprétation globale doit être contestée.

vernement, « Parlementarisation et démocratisation », à mettre l'accent sur ce qu'il appelle « le tournant césariste dans la sélection des chefs » (O.P., p. 402). Il reprend ici une notion et un thème déjà évoqués dans la première sociologie de la domination (MWG, I/22-4, p. 165, p. 499) pour en souligner toute la portée dans la politique moderne et dans la reconstruction de l'Allemagne.

Ce n'est plus la désignation par les notables qui décide de la carrière du chef politique moderne mais « la confiance et la foi que les masses placent en lui » (p. 402). La « démocratisation active des masses » s'accompagne de nouveaux modes d'ascension politique et favorise ainsi le développement d'une « tendance » césariste dont la « sélection plébiscitaire » est l'expression la plus pure. On a ici, comme souvent dans l'œuvre de Weber, une claire illustration du « paradoxe des conséquences » : la démocratie de masse entraîne – ou peut entraîner – l'apparition d'un phénomène qui implique pour le moins une « tension », sinon une rupture, avec les formes conventionnelles de la démocratie. Cette tendance serait présente même dans les monarchies démocratisées : en Angleterre aussi, le Premier Ministre est « l'homme de confiance des masses ». Mais lui fait face un Parlement qui assure « la *contrôlabilité* de sa position de pouvoir, le maintien des *garanties du droit public*¹² contre lui, [ainsi que] l'obligation pour les hommes politiques qui se disputent la confiance des masses de *faire leurs preuves* dans le travail parlementaire » (p. 403).

Considéré globalement, *Parlement et gouvernement* nous donne à voir deux tendances fortes dans le développement des sociétés modernes, la bureaucratisation d'une part qui s'étend à l'ensemble social mais qui a, au plan politique, des effets spécifiques, la prépondérance d'une orientation césariste dans la sélection des chefs d'autre part. L'une et l'autre tendances ont besoin d'un *contrepoids* ; Weber considère alors que le Parlement peut assumer cette double tâche, à condition d'être un Parlement fort, « capable d'exercer le pouvoir ». Les propositions – politiques – vont sans doute au-delà de la seule analyse sociologique ; mais elles sont formulées à partir du socle qu'elle constitue. On trouve déjà ici réunis les éléments essentiels de sa « sociologie de l'Etat », comme le signale Gangolf Hübinger dans sa lumineuse introduction au volume précisément consacré à la *Staatssoziologie* (MWG, III/7, p. 21-23)¹³.

¹² David Beetham a utilement rappelé ce rôle du Parlement comme « protecteur des libertés » dans son ouvrage, *Max Weber and the Theory of Modern Politics* (1985, p. 113-116).

¹³ Il vaut la peine de citer la brillante formulation d'Hübinger selon laquelle Weber établirait dans *Parlement et gouvernement* « le lien direct entre les questions systématiques de la théorie de l'Etat et une analyse scientifique de l'action et des institutions politiques » (p. 21), ce qui sera l'objet même du cours *Allgemeine Staatslehre und Politik (Staatssoziologie)*. Rappelons que nous ne disposons pour ce cours inachevé, tragiquement interrompu par le décès de Weber, que des notes respectives d'Erwin Stölzl et de Hans Ficker.

Une nouvelle figure du politique après la chute du régime impérial : le Président du Reich élu directement par le peuple

En passant de *Parlement et gouvernement* à l'article sur « Le Président du Reich », le lecteur peut éprouver un sentiment de perplexité. La « solution » politique qui faisait du Parlement le pivot du régime était étayée dans *Parlement et gouvernement* par de riches et complexes analyses ; « Le président du Reich » est un texte court, qui présente brièvement un ensemble de raisons (sept au total) en vertu duquel le futur Président devrait être élu par le peuple : on n'y trouve pas d'exposé synthétique de cette reconfiguration des pouvoirs. Weber s'engage avec cet article sur la voie d'une nouvelle solution à la réorganisation de l'Allemagne ; mais il ne nous éclaire guère sur les motifs de cette réorientation dont il restera, de surcroît, à mieux cerner la portée.

Sans nul doute, le cours des événements a lourdement pesé sur l'évolution dans la position de Weber. Entre la parution sous forme de livre de *Parlement et gouvernement* en mai 1918 et la publication en février 1919 de l'article « Le Président du Reich » le régime impérial s'est effondré et la République a été instaurée dans un contexte révolutionnaire. On peut donc dire qu'à une situation nouvelle correspond une solution nouvelle. Il n'était en particulier plus question de transformer une monarchie autoritaire en une monarchie parlementaire et de mettre ainsi fin au « pseudo-constitutionnalisme ». Certes on pouvait envisager, contrairement à Weber, de faire encore du Parlement la pièce maîtresse du nouveau régime ; mais il serait abusif d'en conclure que celui-ci l'a réduit, dans sa refondation du cadre institutionnel, à un rôle secondaire.

On dispose effectivement d'un exposé plus complet et plus élaboré de la conception désormais défendue par Weber avec le texte intitulé « *Deutschlands künftige Staatsform* » (MWG, I/16, p. 91-146)¹⁴. Son degré d'élaboration témoigne déjà de l'importance que Weber lui accordait : comme dans le cas de *Parlement et gouvernement*, il s'agit à l'origine d'une série d'articles parus dans la *Frankfurter Zeitung* entre le 22 novembre et le 5 décembre 1918 que Weber a, dans un second temps, retravaillés et réunis dans une brochure. Celle-ci sort le 14 janvier 1919, en une période de fortes incertitudes politiques mais aussi de choix cruciaux en matière constitutionnelle. C'est au début de la quatrième section que Weber pose la question à ses yeux décisive pour la solidité de la République : le sommet du Reich (*Reichsspitze*) doit-il être « plébiscitaire », « parlementaire » ou « fédéraliste » ? (MWG, I/16, p.127). On comprend,

¹⁴ On regrettera que, sans doute pour des raisons de volume, ce texte n'ait pas été traduit dans les *Œuvres politiques*. En son absence, le lecteur francophone aura sans doute quelque mal à se faire une idée juste et précise des nouvelles positions de Weber.

dès le premier paragraphe, dans quel sens il incline : « Un Président du *Reich* s'appuyant sur la légitimité *révolutionnaire* (souligné par nous) du vote populaire, qui serait également vis-à-vis des corps du Reich doté de droits *propres*, aurait une autorité incontestablement plus grande qu'un Président choisi par la voie parlementaire » (*Ibid.*). Un Président élu directement par le peuple serait véritablement « l'homme de confiance de millions de personnes » (*Vertrauensmann der Volksmillionen*) ; il conviendrait par conséquent de lui accorder un mandat relativement long et de permettre ainsi la continuité de la politique engagée. Weber est désormais guidé par une préoccupation fondamentale, visant à conférer au Président plébiscitaire une forte position de pouvoir.

Dans les circonstances nouvelles, les solutions esquissées dans *Parlement et gouvernement* ne peuvent apparaître que comme « dépassées » (*überholt*) [I/16, p.98]. Le Parlement n'échapperait pas au discrédit qui avait frappé la dynastie prussienne : le *Reichstag* ne serait plus en mesure de revendiquer l'autorité requise pour assumer le pouvoir (I/16, p.102-103). Dès lors c'est au Président plébiscitaire et à lui seul que doit revenir le rôle de pivot dans le régime politique post-impérial de l'Allemagne. Le Parlement n'en continuerait pas moins à exercer des fonctions importantes. D'une part, le Président élu devrait obtenir sa confiance pour le choix des ministres, ce qui interdirait les désignations arbitraires. D'autre part, c'est toujours au Parlement qu'il reviendrait, dans ce cadre institutionnel rénové, d'assumer le maintien des garanties du droit public, y compris contre toute tentative du Président d'abuser de sa position de pouvoir. La logique des *contrepoids*, si caractéristique des *Ecrits politiques*, est encore ici à l'œuvre, avec le rôle dévolu au Parlement de contrecarrer tout excès éventuel de pouvoir de la part du Président. Le Parlement jouerait encore un rôle dans le contrôle de la bureaucratie, puisque celle-ci aurait à lui rendre des comptes. C'est pourtant d'abord sur un Président doté d'un pouvoir fort que reposerait désormais la tâche de *limiter* l'emprise de la bureaucratie, plus spécifiquement de l'appareil bureaucratique prussien, même s'il était momentanément affaibli. Certes le mode d'élection plébiscitaire imposerait une organisation strictement bureaucratique des partis (I/16, p.128) mais elle permettrait l'émergence de chefs *contrôlant* ces machines électorales et répondrait à l'exigence d'une direction politique *responsable*. La nouveauté de la proposition – politique – qu'exigeait, selon Weber, la difficile transition à la République n'entraîne donc pas de rupture dans l'identification des problèmes majeurs et des critères retenus pour leur solution.

Le statut à accorder à ce texte n'est pas facile à définir. D'un côté, Weber y exprime son engagement résolu dans le camp républicain et y appelle sa classe sociale, la bourgeoisie, à s'affirmer en tant que telle dans le nouveau contexte. C'est pourquoi Weber déniait à sa brochure « toute prétention à la validité scientifique » (I/16, p. 98). D'un autre côté, elle contient en substance

les éléments qui seront ultérieurement exposés dans le cours consacré à « La sociologie de l'Etat », comme ne manque pas de le souligner Hübinger dans l'introduction déjà citée (MWG, III/7, p. 27-28)¹⁵. Tout comme dans *Parlement et gouvernement*, Weber procède dans « La Forme future de l'Etat allemand » à des analyses qui, par les catégories mises en œuvre et par les questions posées, relèvent de la sociologie politique. Les deux opuscules occupent donc une position stratégique dans les *Ecrits politiques*, même si le second n'atteint sans doute pas à la richesse du premier.

Oligarchie et démocratie

Nous voudrions, pour terminer, aborder un thème central, qui court en quelque sorte en filigrane dans les pièces maîtresses des *Ecrits politiques* qui ont fait l'objet de notre examen. Il nous semble en effet que la profonde originalité de Weber consiste à essayer de penser, par delà le simple antagonisme de l'oligarchie et de la démocratie, les modes d'articulation qui les lient l'une à l'autre dans le cadre de la modernité politique. Nous espérons ainsi proposer une vue synthétique des constructions wébériennes, en faisant, le cas échéant, appel à d'autres textes de Weber.

Les *Ecrits politiques* partagent avec les textes strictement théoriques de sa sociologie un trait capital : loin de se borner à la seule distinction/opposition des dominants et des dominés, Weber insiste sur le mode d'administration et de direction administrative ; il se distingue radicalement par là des théories élitistes classiques et de leur postulat dichotomique¹⁶. Il a ainsi été amené à reconnaître l'importance centrale de la bureaucratie dans toute société moderne, à la fois comme instrument technique efficace et, sur le plan politique qui nous intéresse ici, comme force potentiellement dangereuse. Elle peut en effet se constituer en une sorte d'oligarchie à partir du moment où on la laisse, sans contrôle, selon la formule wébérienne, « transformer son savoir de service en savoir secret ». Ce risque est porté à son comble quand elle n'a face à elle qu'un Parlement impuissant et un souverain réduit, en dépit de ses prérogatives formelles, à un rôle de dilettante : le « pseudo-constitutionnalisme » de l'empire wilhelminien ou encore de la Russie au sortir de la Révolution de 1905 constitue aux yeux de Weber une claire et en même temps cruelle illustration de cette dérive.

¹⁵ Pour être encore plus précis, « elle contient », selon Hübinger, « tous les éléments d'une [analyse] scientifique du politique (*einer Wissenschaftlichen Politik*) » (p. 27).

¹⁶ C'est un point clairement mis en évidence par P.P. Portinaro dans la première section de l'article que nous avons déjà eu l'occasion de citer (2001, p. 288-289).

Dans ce premier cas de figure, la tendance oligarchique se traduit par une menace d'accaparement du politique par l'administration centrale ; mais elle s'exprime à un second niveau, celui des partis politiques. Depuis que « le bulletin de vote [est devenu l'] *ultima ratio* » de la vie politique, le parti en constitue un rouage essentiel ; et, plus il s'affirme comme organisation, plus il est soumis à des forces centripètes, c'est-à-dire à une logique de bureaucratisation. Max Weber a, semble-t-il, accepté l'idée forte développée par Robert Michels sur la base de sa connaissance intime de la social-démocratie allemande, selon laquelle tout parti politique moderne tendrait inexorablement vers l'oligarchie, sous l'effet de son inévitable bureaucratisation¹⁷.

L'analyse sans œillères à laquelle entend procéder Weber révèle donc, dans un premier temps, l'existence de tendances oligarchiques propres à la modernité. Mais elle comporte une seconde étape, destinée à dégager les contre-feux qu'on peut leur opposer et aboutissant à l'esquisse d'une démocratie de masse.

Les « solutions » proposées par Weber ont pu varier mais se caractérisent toutes par la recherche ou plutôt par le rétablissement de l'équilibre des forces au niveau de la société globale. Il vaut la peine ici de rappeler que le péril du socialisme appliqué à grande échelle tient précisément pour Weber à ce qu'il choisit la voie inverse. En effet, « tandis qu'aujourd'hui la bureaucratie de la fonction publique et celle de l'économie privée...existent l'une à côté de l'autre comme des corps séparés, de sorte que l'on peut toujours contenir le pouvoir économique par le pouvoir politique, les deux bureaucraties deviendraient alors un corps unique que l'on ne serait plus du tout en mesure de contrôler » (« Le socialisme » in O.P., p. 472-473 ¹⁸; trad. légèrement modifiée). Ce qui en résulterait, « c'est la dictature de la bureaucratie, et non pas celle de l'ouvrier » (O.P., p. 479).

Pour lutter au contraire contre toute forme d'accaparement du pouvoir, Weber met l'accent sur les contrepoids à établir entre les différentes forces. Cela passe notamment, comme nous l'avons vu au cours de cette présentation, par le contrôle des pouvoirs les uns par les autres. Cette logique des contrepoids s'exprime également *par* et dans la compétition entre partis bureaucratisés : celle-ci est précisément le trait distinctif de la démocratie de masse, telle que

¹⁷ Il convient de rappeler que Michels a dédié son ouvrage à Weber, lors de sa publication originale en 1911, et que les deux hommes ont entretenu une importante correspondance, notamment en 1906, 1908 et 1910.

¹⁸ C'est, à notre avis, une heureuse décision qu'ont prise les responsables éditoriaux des *Œuvres politiques* d'incorporer dans leur volume la conférence sur le socialisme, « *Der Sozialismus* », (Vienne, juin 1918) ». Elle ne fait pas en effet partie des *Gesammelte politische Schriften* mais constitue le dernier texte des *Gesammelte Aufsätze zur Soziologie und Sozialpolitik* (1988, 2^{ème} éd., p. 492-518).

la conçoit Weber¹⁹. En même temps, le contrôle d'un pouvoir potentiellement excessif, comme celui de la bureaucratie, et l'affrontement concurrentiel entre partis politiques représentent des *facteurs constitutifs de la préservation de la liberté*.

Cette esquisse à grands traits des conceptions socio-politiques défendues par Weber resterait pourtant incomplète – et donc en partie biaisée – si nous laissions de côté un aspect qui prend de plus en plus d'importance dans les derniers textes, à savoir la dimension plébiscitaire avec le personnage central dans lequel elle s'incarne, c'est-à-dire le leader (*Führer*) capable de décision et impulsant une direction. « Il n'y [aurait] de choix », selon la formulation bien connue de *Politik als Beruf*, « qu'entre la démocratie des leaders (*Führerdemokratie*)²⁰ qui s'appuient sur une 'machine' et la démocratie sans leader, c'est-à-dire la domination de politiciens professionnels sans vocation (*Berufspolitiker ohne Beruf*), sans les qualités intérieures, charismatiques, qui précisément font les leaders » (MWG, I/17, p.224). Dès lors, Weber ne pouvait, pour satisfaire à ce besoin d'un leader, que recommander – une fois de plus – l'élection du président du *Reich* sur une base plébiscitaire (p. 225). N'y a-t-il pas dans ce rôle attribué au leader une menace potentielle pour la démocratie ? La question paraît d'autant plus justifiée que Weber associe souvent à la dimension plébiscitaire une composante « césariste » ou lui prête, comme dans *Politik als Beruf* mais aussi dans ses ultimes écrits théoriques, un caractère « charismatique ». Or il ne faut pas oublier que le césarisme représente une variante des régimes autoritaires et que le charisme, sous sa forme originelle, implique le *devoir* de s'abandonner entièrement à l'autorité du « chef ».

Weber n'aurait sans doute pas nié ce risque : les équilibres dynamiques qu'il convenait, à ses yeux, de préserver ou d'établir étaient inévitablement, sinon foncièrement, fragiles. Cependant, ses propositions comme ses analyses invitent à le relativiser fortement. D'abord, Weber a, comme on l'a vu, fait du Parlement un garde-fou contre tout glissement vers un pouvoir personnel. Pour parer à ce danger, il prévoyait, dans « La Forme future de l'Etat allemand », l'éventuel recours à « un référendum de révocation sur proposition d'une majorité qualifiée du *Reichstag* » (MWG, I/16, p.129). Ensuite, il ne faut jamais perdre de vue que le Président élu sur une base plébiscitaire est « l'homme de confiance des masses qu'elles ont elles-mêmes choisi et auquel elles se soumettent tant qu'il possède leur confiance » (« Le Président du

¹⁹ On ne peut que souscrire à la formulation de Jean-Marie Vincent dans *Max Weber ou la démocratie inachevée*, selon laquelle « il y a chez Weber une théorie de la démocratie de masse comme concurrence oligopolistique entre des partis bureaucratisés » (1998, p. 105).

²⁰ Nous reprenons ici l'expression de « démocratie des leaders » proposée par Jean-Pierre Grossein dans sa traduction de la riche note critique d'Hubert Treiber consacrée à « La 'sociologie de la domination' de Max Weber » (2005).

Reich » in O.P., p. 504). Ce qui est essentiel ici, c'est que le charisme change de sens, sinon de nature. S'imposait donc une reconsidération, d'un point de vue théorique, du charisme et de sa portée, qui a trouvé son expression ultime dans la « systématique » de 1920.

Il nous semble que la rédaction des *Ecrits politiques* les plus tardifs – ceux de l'après-guerre – a été menée, si l'on peut dire, en symbiose avec cet approfondissement ; et peut-être même lui a-t-elle servi de ferment. Toujours est-il que Weber procède, dans « Die drei reinen Typen der legitimen Herrschaft », qui constitue une étape essentielle dans l'approfondissement, à une clarification du caractère « charismatique plébiscitaire » reconnu aux présidents élus par le peuple. Le point fondamental à prendre en compte est que « le principe de légitimité charismatique, [qui] dans son acception première [est] interprété en un sens autoritaire, peut être réinterprété [sur un mode] antiautoritaire » (souligné par nous). La légitimité ne peut, dès lors, s'établir que sur de nouvelles bases : « la libre reconnaissance par les dominés » devient dans ce cas « la présupposition et le fondement de la légitimité (légitimité démocratique) » (MWG, I/22-4, p. 741-742). Weber reste, comme on le sait, fidèle à ce cadre d'analyse et reprend les mêmes critères lorsqu'il présente la *domination plébiscitaire* dans sa seconde sociologie de la domination. Dans cet exposé, deux points méritent plus particulièrement d'être relevés : d'abord, l'absence de toute référence au césarisme²¹ ; ensuite, le type de rapports avec l'économie que noue le pouvoir plébiscitaire. A l'opposé du charisme originel, « l'interprétation antiautoritaire du charisme conduit normalement à la rationalité. En règle générale, le détenteur du pouvoir plébiscitaire cherchera à s'appuyer sur une direction de fonctionnaires agissant rapidement et sans heurts » (*Wirtschaft und Gesellschaft*, p. 157 ; *Economie et société*, p.277).

La réinterprétation antiautoritaire du charisme a ainsi un double effet : elle permet, d'une part, de l'intégrer à la démocratie de masse et ouvre, d'autre part, des voies de conciliation avec la bureaucratie et la rationalité administrative qu'elle implique. Pourrait-on dire que, dans la perspective désormais adoptée par Weber, le charisme aurait été en quelque sorte « apprivoisé » dans le nouveau contexte, moderne et démocratique ?²² C'est en tout cas sur cette

²¹ Stefan Breuer a justement attiré l'attention sur ce point dans le second appendice, « *Cäsarismus* », à son ouvrage *Bürokratie und Charisma* (1994). Weber a cependant continué à employer la notion dans son cours sur la « sociologie de l'Etat » : il y aurait établi, d'après les notes qui nous sont parvenues, une sorte d'équivalence entre démocratie plébiscitaire et césarisme (MWG, III/7, p. 100-101).

²² Nous sommes ici proche, nous semble-t-il, de l'interprétation de Breuer, qui voit dans le concept de démocratie plébiscitaire des leaders une tentative de « domestiquer les tendances charismatiques de la démocratie de masse moderne » (1994, p. 145).

potentielle compatibilité que Weber met l'accent, même si un tel résultat ne va pas de soi : dans sa réalité empirique, la domination plébiscitaire ne relève pas d'un principe unique mais revêt un caractère *mixte*, à la mesure de sa complexité. Postuler, comme l'a fait W. J. Mommsen, une lutte irréductible de principes opposés, dont la seule issue pour échapper à la pétrification bureaucratique serait le saut dans le charisme, c'est-à-dire dans l'irrationnel et... vers Hitler²³, ne rend pas justice à la subtilité de la pensée wébérienne. Weber se montre en effet particulièrement attentif au jeu des combinaisons possibles entre les différentes forces en présence, tout comme il est soucieux d'instaurer des mécanismes de contrepoids dans l'architecture institutionnelle à mettre en place.

D'une manière plus générale, il faut, nous semble-t-il, pour bien appréhender les *Ecrits politiques*, se défaire de l'image convenue d'un Weber défendant avec des accents prophétiques une philosophie de l'histoire radicalement pessimiste. Il convient plutôt d'y voir un exercice de lucidité servi par un coup d'œil sociologique ; à ce titre, les *Ecrits politiques* offrent un précieux éclairage sur les problèmes de la modernité politique tels qu'ils lui apparaissaient avec une singulière urgence en une période troublée. Weber y témoigne d'une hauteur de vues qui confère à ces textes une portée *analytique* : c'est l'acuité de ses observations, en réponse à des questions essentielles, qui en fait le prix. Telle est en tout cas l'appréciation des *Ecrits politiques* que nous aimerions soumettre à un lecteur sans préjugés.

Bibliographie

- Beetham D., 1985, *Max Weber and the Theory of Modern Politics*, Cambridge, Polity Press, 2ème édition (1ère éd.: 1974).
- Breuer S., 1994, *Bürokratie und Charisma*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft.
- Duran P., 2009, « Max Weber et la fabrique des hommes politiques. Une sociologie de la responsabilité politique » in Bruhns H. et Duran P. (Dir.), *Max Weber et le politique*, Paris, L.G.D.J., p. 73-105.
- Emmons T., 1983, *The Formation of Political Parties and the First National Election in Russia*, Cambridge, Harvard University Press.

²³ Breuer a procédé à une critique acérée et, à notre sens, décisive de la thèse de Mommsen dans le chapitre « *Das Charisma des Führers* » de son livre *Bürokratie und Charisma* (seconde section, p. 161-175). Peut-être vaut-il la peine de rappeler que celui-ci constitue un ouvrage de référence sur la sociologie politique de Max Weber. L'équité impose également de signaler que Mommsen en est venu à une position plus nuancée dans sa contribution au volume collectif *Max Webers Herrschaftssoziologie* (2001).

- Hübinger G., 2009, "Einleitung" à Max Weber, *Allgemeine Staatslehre und Politik (Staatssoziologie)*.
- Malia M., 1980, *Comprendre la Révolution russe*, Paris, Le Seuil.
- Michels R., 1911, *Zur Soziologie des Parteiwesens in der modernen Demokratie*, Leipzig, Werner Klinkhart.
- Mommsen W.J., 1974, *Max Weber und die deutsche Politik, 1890-1920*, Tübingen, Mohr, 2^{ème} édition (1ère éd.: 1959; la traduction du texte de 1959 est parue à Paris, PUF, en 1985).
- , 2001, « Politik im Vorfeld der 'Hörigkeit der Zukunft'. Politische Aspekte der Herrschaftssoziologie Max Webers » in Hanke E. und Mommsen W. J. (Hrsg.), *Max Webers Herrschaftssoziologie*, Tübingen, Mohr, p. 303-319.
- Pipes R., 1955, «Max Weber and Russia», *World Politics*, VII, p. 371-401.
- Portinaro P.P., 2001, «Amerika als Schule der politischen Entzauberung. Eliten und Parteien bei Max Weber» in *Max Webers Herrschaftssoziologie*, p. 285-302.
- Schmidt G., 1964, *Deutscher Historismus und der Übergang zur parlamentarischen Demokratie. Untersuchungen zu den politischen Gedanken von Meinecke, Troeltsch, Max Weber*, Lübeck, Historische Studien.
- Treiber H., 2005, « La 'sociologie de la domination' de Max Weber à la lumière de publications récentes », *Revue française de sociologie*, 46-4, p. 871-882.
- Vincent J.M., 1998, *Max Weber ou la démocratie inachevée*, Paris, Editions du Félin.
- Weber M., 1971, *Gesammelte politische Schriften*, Tübingen, Mohr, 1971, 3^{ème} édition (1ère éd.: 1921).
- , 1988, « Der Sozialismus » in *Aufsätze zur Soziologie und Sozialpolitik*, Tübingen, Mohr, 2^{ème} édition (1ère éd.: 1924), p. 492-518.
- , 1956, *Wirtschaft und Gesellschaft*, 4^{ème} édition sous la responsabilité de Winckelmann J. ; traduction partielle dans *Economie et société*, Paris, Plon, 1971.

Max Weber Gesamtausgabe, Abteilung I: Schriften und Reden

- I/10, *Zur Russischen Revolution von 1905*, Hrsg. von Mommsen W.J./Dahlmann D., Tübingen, Mohr, 1989.
- I/15, *Zur Politik im Weltkrieg*, Hrsg. von Mommsen W.J./Hübinger G., Tübingen, Mohr, 1984.
- I/16, *Zur Neuordnung Deutschlands*, Hrsg. von Mommsen W.J./Schwentker W., 1988.
- I/17, *Wissenschaft als Beruf. Politik als Beruf*, Hrsg. von Mommsen W.J./Schluchter W./Morgenbrod B., 1992. Ces conférences ont fait l'objet de deux traductions, la première par Freund J. (Paris, Plon, 1959), la seconde par Colliot-Thélène C. (Paris, La Découverte, 2003).
- I/22-4, *Herrschaft*, Hrsg. von Hanke E./Kroll T., 2005.

Max Weber Gesamtausgabe, Abteilung II: Briefe

- II/9, *Briefe 1915-1917*, Hrsg. von Krumeich G./Lepsius M.R./Rudhard B./Schön M., 2008.

Max Weber Gesamtausgabe, Abteilung III: Vorlesungen

- III/7, *Allgemeine Staatslehre und Politik (Staatssoziologie)*, Hrsg. von Hübinger G./Terwey A., 2009.

Weber M., 2003, *L'Ethique protestante et l'esprit du capitalisme*, Edité, traduit et présenté

par Grossein J.P., Paris, Gallimard.

——, 2004, *Œuvres politiques (1895-1919)*, traduit par Kaufmann E., Mathieu J.P. et Roy M.A., présenté par Kauffman E. et introduit par Colliot-Thélène C., Paris, Albin Michel.